

LES ÉCOLES EN GRÈVE LE 26 JUIN

ON NE VEUT PAS QUE DES MIETTES !

Le 5 mai plus de 50 écoles et établissements de l'agglomération grenobloise - principalement des quartiers populaires - se sont mobilisés pour dénoncer les conséquences de la casse du service public d'éducation.

Les 13, 14 et 15 mai, les personnels de l'éducation sont sortis dans la rue : ils ont demandé des moyens pour travailler et accueillir les élèves dans des conditions décentes.

Par la force de cette mobilisation, les responsables de l'Éducation Nationale n'ont pas pu faire la sourde oreille.

Tels des pompiers pyromanes, les chef-fes se sont déplacés dans certaines écoles de l'agglomération pour éteindre le feu. Comme il est rare de les voir sur le terrain pour autre chose que couper des rubans, attardons nous sur leurs propositions.

Concrètement, à ce jour, quasiment aucun moyen n'a été débloqué. Quant aux promesses, elles n'engagent que ceux qui y croient.

- L'enseignante référente a été remplacée, comme cela aurait dû être le cas depuis 2 ans sur le secteur de la Villeneuve . Cela ne nous semble pas être une faveur...

- Seule une poignée d'AESH a été mobilisée pour assurer quelques heures jusqu'alors non honorées. Cela au détriment d'autres élèves, les privant de leur droit jusqu'à la fin de l'année.

VS

La promesse du DASEN d'affecter 28 AESH sur le quartier de la Villeneuve avant la fin de l'année scolaire.

- Des accompagnements par le réseau PAS, composé d'un-e psychologue (partenariat EN et MGEN) ont été proposés à des équipes. Certes les personnels sont en souffrance, mais traiter le symptôme n'élimine pas le mal : le problème vient des conditions de travail dégradées et de ceux / celles qui les génèrent.

- Le Rectorat propose des CLA aux écoles orphelines de l'éducation prioritaire. Les CLA sont des contrats passés au cas par cas avec les écoles. Les moyens ne sont plus accordés en fonction des besoins du public accueilli mais en réponse à un engagement des équipes à souscrire à un dispositif contraint. Ils sont moins pérennes que les moyens de l'éducation prioritaire puisqu'ils sont rediscutés tous les 2 ans. Il va sans dire qu'en termes de reconnaissance salariale et d'effectifs ils sont bien moins-disants.

- Dans la presse, le DASEN vante de futurs dispositifs « miracles » :

- RESPIRE, dispositif dédié à la gestion des enfants de maternelle en grande difficulté de comportement. Il est implanté dans deux écoles. À ce jour, son fonctionnement reste encore opaque.

- Les PAS (qui remplaceront les PIAL) réorganiseront la gestion des AESH. Cela n'enlèvera rien aux problèmes de recrutement et aux conditions salariales déplorables des AESH.

IL EST DIFFICILE DE DRESSER UN BILAN DES ACTIONS CONCRÈTES DE L'ÉDUCATION NATIONALE À LA SUITE DES MOBILISATIONS DE CE PRINTEMPS.

Les responsables promettent de débloquer des moyens pour certaines écoles. Mais sans nouvelle enveloppe budgétaire, cela se fera au détriment des autres. Le rectorat négocie individuellement avec les écoles afin que chacune se contente de miettes.

Nous voulons toute la boulangerie et nous ne ferons pas l'économie d'une nouvelle grève pour nos élèves.

Le 26 juin aura lieu l'instance qui décide de la répartition des moyens dans notre département (CSA-SD).

C'est pour nous l'occasion d'opposer :

La réalité de terrain

faite de besoins humains et matériels

VS

la gestion de l'administration

comptable et austéritaire

Soyons nombreux·ses **le jeudi 26 juin à 8h30** devant la DSDEN, au 1 rue Joseph Chanrion à Grenoble.

Ramenez **des banderoles et des casseroles**. On va se faire entendre !

Nous jugerons sur pièces. Sans réponse à la hauteur des revendications exprimées depuis plusieurs mois par les parents et les personnels, nous appelons à préparer une mobilisation à la rentrée.

Les écoles et établissements mobilisés soutenus par :

